

### CONCLUSIONS

Le gouvernement a décidé de s'engager dans cette voie parce qu'il est convaincu qu'un processus de négociations bilatérales et multilatérales qui seraient menées parallèlement servira à combattre les initiatives protectionnistes, surtout aux États-Unis, qui menacent ou pourraient affecter d'importants intérêts canadiens sur le marché américain. Des négociations portant sur le commerce bilatéral et les questions de politique commerciale concentreraient l'attention des Américains sur les problèmes économiques et commerciaux du Canada, ainsi que sur l'important enjeu des États-Unis dans l'économie canadienne. De plus, en négociant sans tarder, les deux pays encourageraient l'élargissement d'un consensus international visant l'engagement d'une nouvelle série de négociations commerciales et tarifaires sous l'égide du GATT. Les négociations bilatérales complémenteraient les objectifs plus vastes que nous poursuivons au sein du GATT afin de maintenir et de renforcer notre accès à tous les marchés.

Dans les prochains mois, le gouvernement continuera à consulter les gouvernements provinciaux, les gens d'affaires, le monde syndical et d'autres intérêts afin de définir sa position de négociation. Par ailleurs, il poursuivra les discussions avec le gouvernement des États-Unis en vue de définir l'ordre du jour des négociations. Lorsque le gouvernement sera confiant que l'ordre du jour et le mandat des négociations répondent aux objectifs fondamentaux susmentionnés, il passera aux négociations proprement dites. Tout au long de ces négociations, il se laissera guider par un objectif fondamental, à savoir que les avantages doivent être réciproques et sensiblement plus importants que les coûts qu'ils supposent.

**Lors de l'évaluation du rôle du Canada dans l'économie mondiale, notre thème central a été la nécessité de reconnaître que notre bien-être social et économique dépend de notre compétitivité internationale. Si nous voulons retrouver cette compétitivité, nous devons adopter des politiques à long terme fondées sur des réalités économiques tenant compte de nos relations avec les États-Unis.**

**Business Council of British Columbia**